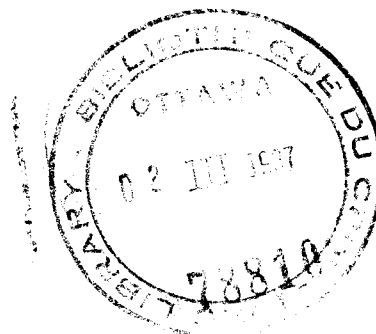


71663

IDRC-Lib
71663



IVAN L. HEAD

PRESIDENT DU CRDI

DISCOURS D'OUVERTURE DE L'ASSEMBLEE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

DAKAR (SENEGAL)

MARS 1984

IDRC 614

ARCHIV
HEAD
no. 59

Ivan L. Head

Président du CRDI

Discours d'ouverture de l'Assemblée du Conseil des Gouverneurs

Dakar (Sénégal)

Mars 1984

Votre Excellence Monsieur le Président, Messieurs et Mesdames les Ambassadeurs, Messieurs les Ministres, Messieurs et Mesdames les Gouverneurs du CRDI, distingués invités.

Dix années se sont écoulées depuis la dernière réunion du Conseil des gouverneurs à Dakar. Et de nombreux événements se sont produits au CRDI comme au Sénégal durant cet intervalle. A la première assemblée, M. le Président Léopold Senghor souhaitait la bienvenue aux Gouverneurs; aujourd'hui, c'est M. le Président Abdou Diouf que nous avons l'honneur d'entendre. La facilité avec laquelle ce pays s'est transformé sous une nouvelle administration, la dignité, le courage et le dévouement du nouveau chef d'Etat, la vénération pour l'ancien Président, constituent un

exploit qui force l'admiration des autres pays d'Afrique et même du monde entier. Ils témoignent de l'équilibre du système politique et social de cette importante nation. Le CRDI se glorifie d'avoir un bureau régional à Dakar même pour desservir l'Afrique de l'Ouest et il est reconnaissant au Gouvernement du Sénégal de lui accorder l'hospitalité et aussi de recevoir si chaleureusement la présente assemblée. Mentionnons aussi l'avènement de la Fédération de la Sénégalambie, une expérience d'édification d'une nation qui est suivie avec attention dans le monde entier par tous ceux qui comprennent les problèmes particuliers d'un grand nombre de petits pays; ceux à qui l'histoire et la géographie n'ont laissé que peu de ressources pour offrir à leurs populations une base politique et économique viable et stable. Aussi, la générosité du Sénégal envers un pays voisin plus petit, la Gambie, est une action qui est partout admirée. Et pour nous, Canadiens, c'est avec un intérêt particulier que nous observerons cette nouvelle union bilingue, qui ne manquera pas de vous apporter enrichissement... et complexité. Tous nos vœux vous accompagnent.

Le Conseil du CRDI a décidé de se réunir à Dakar pour plusieurs raisons. L'une des plus évidentes est l'hommage que nous voulons rendre au peuple sénégalais qui s'efforce de bâtir une société pluraliste, démocratique. Une autre raison est

d'ordre nostalgique: c'était une occasion de revoir votre distingué Ministre du Plan et de la Coopération, Cheikh Hamidou Kane, qui a occupé pendant plusieurs années la fonction de Vice-président au CRDI.

Cependant, la raison la plus importante provient du désir du CRDI de souligner par la présence de son Conseil les difficultés énormes que doivent affronter les pays de la région sur la voie de leur développement. Ainsi, c'est avec regret que nous constatons qu'une sécheresse encore plus sévère que celle de 1973 est venue s'abattre sur le Sahel et vient rendre encore plus pénibles les problèmes de la production agricole et encore plus précaire la survie du cheptel et même la vie de l'homme. Nous espérons sensibiliser la communauté internationale à la nécessité urgente d'apporter une assistance plus généreuse à la solution de ces problèmes extrêmement pénibles. Monsieur le Président, je voudrais vous assurer que le CRDI et son Conseil compatissent aux misères que cette terrible sécheresse inflige à votre peuple et que nous voudrions sûrement nous associer à la campagne de solidarité que vous avez lancée pour faire face à cette situation désastreuse.

Ceux parmi nous qui viennent des régions tempérées et quelques-unes des parties du monde plus tropicales, doivent souvent se rappeler combien implacable est le défi que la nature pose aux habitants des zones sahéliennes et sub-sahéliennes. Tous nos beaux discours sur la production alimentaire, sur l'activité agro-industrielle, sur la nutrition et la santé, sur la politique économique et le développement des ressources humaines, sont dénués, vidés de leur sens face aux dures réalités que l'action conjuguée du climat et du sol nous force à observer. Nous, pour qui l'eau est une constante et les terres riches, la norme; nous qui vivons au milieu des arbres et que les changements de saisons rafraîchissent, nous et nos compatriotes avons besoin de comprendre les conditions particulières qui contribuent à créer votre environnement. Aussi, l'une des tâches que nous nous sommes assignées cette semaine est la visite de projets de recherche effectués dans les campagnes sénégalaises.

Les activités du CRDI sont établies en fonction des besoins définis par les pays en développement. Le Centre a été créé en 1970 par le Parlement du Canada à la suite de demandes d'assistance de pays moins industrialisés qui souhaitent affermir leurs capacités de recherche et appliquer la science et la technologie à leurs problèmes de développement. Le projet de loi portant création du CRDI a été présenté par le gouvernement

du Premier ministre Pearson - qui devint plus tard Président du premier Conseil du CRDI - et promulgué sous le règne du Premier ministre Trudeau, qui s'est fait depuis lors l'avocat du Centre et de sa mission, tout comme M. Clark, lorsqu'il fut Premier ministre. L'enveloppe que le Parlement du Canada alloue au CRDI a augmenté régulièrement au cours des années de sorte qu'aujourd'hui le Centre est de loin la plus grande organisation au monde qui se consacre exclusivement à l'aide à la recherche dans les pays en développement et à l'accroissement de leurs capacités scientifiques en donnant aux chercheurs l'occasion de réaliser des projets en fonction de leurs propres priorités.

La politique du CRDI est encore établie, et l'orientation du Centre déterminée par un Conseil des gouverneurs de composition internationale, comprenant des scientifiques et des experts en développement venant de onze pays différents, dont six en développement. Le Conseil du CRDI comporte deux Africains parmi ses membres, MM. Allison Ayida du Nigéria et Hadj Mokhtar Louhibi d'Algérie.

Le Conseil actuel, tout comme les précédents, est heureux d'accueillir des propositions de recherche de la communauté scientifique de l'Afrique de l'Ouest, et il souhaite que sa présence à Dakar favorisera la présentation de nombreux sujets d'étude.

Depuis sa fondation, le CRDI a subventionné 217 projets dans la région, pour un montant d'affectations s'élevant à 32 millions de dollars canadiens (soit 11 milliards de CFA). Le dossier des projets à l'étude de la présente réunion comprend 4 projets additionnels proposés par des institutions de l'Afrique de l'Ouest.

Je ne voudrais pas, Excellence, vous lasser en dressant la liste des recherches que le CRDI a encouragées dans la région. Je tiens toutefois à mentionner quelques thèmes de recherche que nous avons retenus au cours des ans pour illustrer notre souci d'appuyer les actions qui sont les plus susceptibles de correspondre aux priorités établies par les Etats de la région. Ainsi, pour contrer la désertification du Sahel, le Centre a subventionné plusieurs recherches sur le reboisement des sols désertiques ici même au Sénégal et au Mali. Dans les domaines des sciences de la santé, nous avons mis l'accent non seulement sur les maladies tropicales, mais aussi sur les problèmes nutritionnels des mères et des nouveau-nés et sur l'approvisionnement en eau. Enfin, dans le domaine de la vulgarisation scientifique, nous nous réjouissons des succès remportés par la revue Famille et Développement que le CRDI a portée sur les fonts baptismaux et qui est maintenant en mesure de voler de

ses propres ailes. Ces exemples, parmi d'autres, je vous les donne pour montrer à quel point l'action du CRDI est axée en fonction des priorités des pays en développement, et ce, en toute indépendance de l'intervention de l'Administration canadienne.

Que les ressources du Centre ne lui permettent pas de subventionner tous les projets qui lui sont proposés quel qu'en soit le mérite est un fait incontestable. Il privilégie donc les projets dont l'impact potentiel est le plus considérable et qui pourront par conséquent le mieux sensibiliser les gouvernements à l'importance du rôle que la recherche joue dans le processus du développement. Ce deuxième objectif est facile à réaliser lorsque des gouvernements - tel celui du Sénégal - témoignent à la fois de leur intérêt pour les activités de recherche en y affectant des ressources et font acte de diverses réalisations pour leurs peuples qui révèlent une planification rationnelle, des recherches rigoureuses, des investissements judicieux et des politiques sociales équitables.

La loi portant création du CRDI a prudemment dégagé le Centre de toute influence politique canadienne en accordant à un Conseil indépendant l'autorité de la décision. En retour, le Conseil s'efforce de ne pas laisser la situation politique des

pays en développement influencer la sélection des propositions de recherche. Ces propositions sont examinées en fonction de nombreux critères objectifs, soit la gravité du problème à résoudre, l'étendue de l'impact des solutions et la volonté du gouvernement de partager les avantages et les conclusions des travaux, la faisabilité de la recherche envisagée et la rigueur de la méthodologie proposée, la participation de jeunes scientifiques et, facteur aussi important que les autres, que la gestion du projet soit assurée par des scientifiques autochtones et non étrangers. Mais ceci étant dit, je suis sûr que mes amis gouverneurs souhaitent me voir avouer que le processus de décision s'exerce avec plus de joie et de satisfaction lorsque les propositions à l'étude viennent de pays - comme celui-ci - où les principes démocratiques sont réellement appliqués, où la liberté du citoyen est respectée, où presque tous profitent des avantages sociaux, et où la dignité de l'homme est d'un intérêt primordial pour le gouvernement.

Permettez-moi seulement d'ajouter, au nom des Canadiens dont les impôts constituent la source de la totalité des crédits alloués au Centre, que mes compatriotes soutiennent l'action du CRDI, puisqu'ils connaissent la nature d'interdépendance du monde dans lequel nous vivons. Aucun pays, si peuplé et si riche

soit-il, ne peut déterminer ses politiques et son action future sans tenir compte de la conjoncture ailleurs. L'avenir de tous les peuples de la terre est inextricablement lié. Si nous croyons, comme le pensent les Canadiens, à l'importance cruciale de protéger la biosphère, à la valeur et à la richesse du multiculturalisme dans des sociétés stables, aux avantages partagés dans les pays économiquement viables, alors l'existence d'institutions comme le CRDI sera toujours un impératif. Je suis persuadé que le Parlement du Canada considère que les objets du Centre méritent d'être poursuivis aujourd'hui comme hier, au moment de sa fondation, il y a quatorze ans. Je crois fermement au danger que représente le défaut de plusieurs gouvernements d'apprécier à sa juste valeur la menace qui pèserait sur l'humanité si le concept et la pratique du partage des charges cessaient d'être reconnus, si la pauvreté, la faim, la maladie, l'ignorance, la privation des droits de l'homme n'étaient plus considérées comme les forces qui déstabilisent le monde actuel. A tous ces égards, les relations internationales ne peuvent être envisagées comme un jeu à somme nulle. Dans le monde où nous vivons, la paix, la sécurité économique, le bien-être forment un tout inextricable. Si pour réaliser cet objectif nous ne faisons pas tous un pas en avant, nous ferons tous un pas en arrière.

Je suis confiant que les délibérations du Conseil des gouverneurs réuni à Dakar cette semaine, constitueront une contribution positive bien que nécessairement modeste à la poursuite de ce but. M. le Président, au nom du Conseil et du personnel du CRDI, permettez-moi de vous remercier d'avoir honoré notre assemblée de votre présence aujourd'hui.